

Elections législatives du 14 juin 1981
PYRENEES-ATLANTIQUES — 1^{ère} circonscription

POUR UNE GAUCHE NOUVELLE

CAZALET Jean-Michel

Suppléant :
LASBAREILLES
Michel

GISCARD BATTU, RASSEMBLONS UNE GAUCHE NOUVELLE !

La défaite tant attendue de Giscard, après 23 ans où la droite a monopolisé le pouvoir, change le cours de la vie politique en France et suscite l'espoir.

Alors que, depuis des années, tout paraissait bloqué, verrouillé, voilà que soudain s'exprime la volonté, longtemps contenue, de discussion et d'action politique, voilà que viennent au jour des possibilités nouvelles de lutte pour une transformation en profondeur de la société capitaliste. C'est pourquoi, pour consolider ces succès, il faut tout faire pour battre la droite aux élections législatives.

Battre la droite, oui

En votant massivement contre Giscard le 10 mai dernier, les travailleurs ont sanctionné la faillite organisée sous le règne sans partage des giscard-gaullistes. Cette volonté de changement doit se renouveler aux législatives, par le vote encore plus massif à gauche. L'occasion nous est donnée à toutes et à tous d'expulser du Parlement les responsables de la politique de misère, de chômage et de répression.

Deux millions de chômeurs en France. Sur Pau, avec ses 7 000 demandeurs d'emploi, l'ANPE est devenue la plus grosse entreprise jamais créée en Béarn, au détriment des travailleurs de chez Conte, Courrèges, Tonon, SEB... et aujourd'hui à la SPM.

La baisse réelle des salaires avec les hausses successives des loyers, des impôts, des transports, a aggravé considérablement nos conditions de vie : par la détérioration de l'habitat, de notre santé, de nos loisirs.

Les lois au service du patronat ont condamné des centaines de syndicalistes, envoyé en prison de nombreux militants nationalistes corses, basques, bretons, expulsé les immigrés rendus responsables du chômage.

Nous ne voulons plus de tout cela !

Battre la droite, oui mais pour une politique de gauche

On entend de proches conseillers économiques du nouveau président insister sur l'ampleur de la crise, pour prôner une modération des exigences populaires. Ces exigences sont légitimes parce que ce sont les travailleurs, les chômeurs, les femmes, les jeunes, les immigrés, les retraités qui paient la crise au prix le plus fort.

Aussi une série de mesures indispensables doivent être prises dans les tout prochains mois par le nouveau gouvernement.

Parmi les plus importantes d'entre elles :

- Abrogation de la loi Sécurité et Liberté, de la loi anti-casseurs, dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat, amnistie pour les prisonniers politiques, notamment pour les détenus corses et Colette Meynard.
- Représentation proportionnelle intégrale à toutes les élections.
- Référendum d'initiative populaire.
- Egalité des droits pour les travailleurs immigrés, abrogation des lois Barre-Bonnet-Stoléru.
- Extension des droits des travailleurs dans l'entreprise (conseils d'atelier).
- Suppression du monopole de la radio-télévision.
- Les 35 heures sans diminution de salaire.
- Revalorisation conséquente du SMIC et des bas salaires, des prestations sociales et des allocations familiales.
- La cinquième semaine de congés payés.
- Abaissement de l'âge de la retraite.
- Contre le chômage : arrêt des plans de licenciements en cours, titularisation des auxiliaires et vacataires, indemnisation de tous les chômeurs.
- Arrêt du programme nucléaire, diversification des sources d'énergie et développement des économies d'énergie.
- Egalité des salaires entre hommes et femmes, interruption volontaire de grossesse libre et gratuite pour toutes.
- Droits démocratiques dans les casernes.
- Droit à l'objection.
- Abrogation des lois répressives envers les homosexuels.
- Boycott de l'Afrique du Sud et arrêt des ventes d'armes aux régimes fascistes et racistes.
- Plan d'aide au Tiers-Monde.

Sans une avancée sérieuse sur l'ensemble de ces mesures, il ne saurait y avoir une réelle politique de gauche, et les espoirs que suscite le changement de personnel politique se transformeraient bientôt en désillusion.

Car les luttes menées depuis une quinzaine d'années ont marqué une volonté de rupture réelle avec le capitalisme.

Pour une gauche nouvelle

Les luttes des travailleurs ne sont pas que l'appui ou le support des quelconques partis de gauche, ce sont de réelles aspirations à une autre société, société qui demande bien plus qu'un changement d'hommes à la tête d'un pays.

Une société où l'on remet constamment en cause la hiérarchie, et pas seulement celle des salaires, mais aussi celle des pouvoirs.

Une société où le pouvoir est entre les mains des travailleurs, et non une société où la spécialisation et la compétence ont toujours le premier et le dernier mot (ce n'est pas en remplaçant des énarques de droite par des énarques de gauche qu'on renouvellera la politique).

Une société où l'ensemble des relations sociales sont réellement prises en compte. Le mouvement des femmes n'est pas seulement porteur de revendications matérielles. Il exprime aussi une autre conception des relations homme-femme, de la famille, de la sexualité. Le mouvement associatif, le mouvement écologiste posent des questions tout aussi fondamentales sur l'urbanisme, la maîtrise de l'environnement, la finalité de la production.

Le travail parcellisé, monotone, sans initiative, la politique spectacle, les seules décisions des spécialistes, la dégradation des relations sociales, de tout cela nous n'en voulons plus. Pour traduire politiquement ces exigences, issues des luttes depuis mai 68, mises en avant par les forces révolutionnaires et les nouveaux mouvements, nées de la réflexion politique conduite ces dernières années par de nombreux militants dans les partis de gauche et les syndicats, il faut construire une gauche nouvelle.

A Pau, un premier regroupement de cette gauche nouvelle s'est mis en place, composé de personnes appartenant à différents mouvements politiques de la gauche et de l'extrême-gauche ou inorganisés, militants dans les syndicats, dans les associations de quartier, anti-nucléaire, anti-racistes, anti-impérialistes : Salvador, Afghanistan. Il est ouvert à toute personne désireuse de se battre résolument pour mettre en place une alternative face aux différents projets de gestion de la crise.

Conscient que les changements décisifs ne s'obtiennent que par la lutte, le collectif palet Gauche Nouvelle a néanmoins choisi de se servir de la tribune que constituent les élections législatives du 14 juin pour lancer un débat pluraliste dans la recherche des convergences et respect des différences.

Ce débat, nous voulons le porter sur les luttes à mener dans la période actuelle et future, sur la construction de l'unité indispensable dans la perspective d'une société nouvelle.

Le candidat de la Gauche Nouvelle s'appelle Jean-Michel Cazalet et son suppléant Michel Lasbareilles.